

Green Paper "Confronting demographic change: a new solidarity between the generations"

| Identification of case | |
|---|--------------|
| IPM Reference Number: | 459268 |
| Creation date | 14-10-2005 |
| Modification date | |
| Privacy statement | |
| Personal Data | |
| Do you consent to the publication of your personal data/data relating to your organisation with the publication of your replies to the consultation? | Yes |
| Name Gobin Corinne (politologue FNRS Université libre de Bruxelles), réponse collective avec Bernard Friot | |
| E-mail address cogobin@ulb.ac.be | |
| Are you replying as an individual or an organisation? | Individual |
| Gender | Female |
| Age | 40-54 |
| Country of residence | BE - Belgium |
| Explanation | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Do you take the view that the discussion of demographic trends and managing their impact should take place at European level? • If so, what should be the objectives, and which policy areas are concerned? <p>Le niveau européen n'est que très partiellement pertinent pour ouvrir une réflexion sur les évolutions démographiques et en gérer les conséquences. D'une part, le cadre d'analyse posé par la Commission européenne dans l'introduction du Livre vert a une validité scientifique douteuse. L'ouverture d'un débat qui se veut démocratique sur la base de données tronquées et/ou exagérées démontre que l'Union européenne n'est pas encore assez mûre pour réfléchir sereinement sur l'ouverture de possibilités pour le développement humain que signifie l'allongement de l'espérance de vie des populations en Europe. D'autre part, une réflexion démocratique sur la question démographique n'a peu de sens limitée à l'Europe seule. A l'heure où les populations à l'échelon mondial n'ont jamais eu autant la possibilité de se déplacer, que des populations entières en Afrique ou en Asie subissent un état permanent de mortalité anormalement élevée (développement du sida et d'autres endémies, situation de famines ou de malnutrition,...) alors que des solutions qui permettraient d'améliorer cette situation ne sont pas assez mobilisées (généralisation de l'usage des médicaments génériques et contrôle public strict et restrictif des brevets dans le domaine de la santé publique, aides publiques au développement accrues en don et non en prêt,...) et qu'en outre, les perturbations climatiques de plus en plus manifestes nécessitent de repenser en profondeur les liens entre développement des sociétés humaines et préservation des écosystèmes, il serait dangereux et inconscient de s'engager vers la voie très limitée « du renforcement de la « puissance démographique » de l'Europe ». L'Union européenne devrait de façon urgente débattre, afin de mettre en œuvre, les conditions de renforcement des équilibres sociaux, écologiques, économiques entre « blocs régionaux » aux fins d'amélioration générale des conditions de travail et de vie de l'ensemble des populations dans le monde mais il serait inacceptable qu'elle développe des stratégies de type isolationniste en faveur de la seule Europe. • Si oui, quels pourraient en être les objectifs, et quels domaines politiques vous</p> | |

semblent être concernés ? Le débat scientifique est absolument nécessaire au sein des institutions de l'Union européenne pour que celle-ci cesse de diffuser dans ses écrits publics des données sur l'évolution démographique des populations qui sont tronquées ou exagérées. S'il est important et utile pour un pouvoir public de réfléchir à moyen et à long terme sur l'avenir des sociétés humaines et leur transformation et ce, de façon concomitante avec les nécessités de protection de l'équilibre écologique général de la planète, il doit néanmoins impérativement ne pas sombrer dans la « dictature » de la prédiction. Les sociétés humaines sont par essence des sociétés extrêmement ouvertes, d'autant plus dans le contexte actuel de l'augmentation du partage des connaissances techniques, scientifiques et culturelles.

1. The challenges of European demography

1.1. The challenge of a low birth rate

Over many years, the Union has been making considerable efforts to achieve equality between men and women and has coordinated national social protection policies.

- How can a better work/life balance help to tackle the problems associated with demographic ageing?
- How can a more balanced distribution of household and family tasks between men and women be encouraged?
- Should the award of certain benefits or advantages (leave, etc.) be linked to an equal distribution of tasks between the sexes? How best to ensure an adequate income for both parents on parental leave?
- How can the availability of child care structures (crèches, nursery schools, etc.) and elderly care structures be improved by the public and private sectors?
- Can a reduced rate of VAT contribute to the development of care services?
- How can parents, in particular young parents, be encouraged to enter the labour market, have the career that they want and the number of children they want?

La meilleure façon d'augmenter l'autonomie individuelle et collective des populations, et ainsi leur permettre d'être maître de leur démographie, notamment sur le plan de la natalité et de la gestion des soins liés à la vieillesse, reste le fait d'une part d'assurer la garantie des droits de salaire et de rémunération liés à des systèmes publics de sécurité et de protection sociales par répartition de façon à redistribuer l'ensemble des richesses produites de façon démocratique, d'autre part de garantir à tous le droit démocratique d'accès à des systèmes publics d'enseignement obligatoire jusqu'à l'âge adulte, à des systèmes publics de santé et de services publics d'accueil de la petite enfance (3 mois-3 ans) ainsi que d'accueil de personnes âgées dépendantes. La généralisation faite par l'Union européenne d'un droit de congé parental indivisible pour chacun des parents représente une avancée très importante sur le plan de l'égalité entre homme et femme face à la gestion commune des charges parentales. La rémunération de ces droits devrait se calquer sur la rémunération garantie par les lois nationales et les conventions collectives nationales lors du congé de grossesse et de maternité.

1.2. The possible contribution of immigration

The Thessaloniki European Council in June 2003 declared that an EU integration policy for immigrants should help to meet the new demographic and economic challenges currently facing the EU. This is the debate initiated by the Green Paper adopted last January.

- To what extent can immigration mitigate certain negative effects of demographic ageing?
- What policies should be developed for better integrating these migrants, in particular young people?
- How could Community instruments, in particular the legislative framework to combat discrimination, the structural funds and the Employment Strategy, contribute?

Le plus important est d'aider les Etats à mettre en place des politiques de régularisation à intervalle régulier du statut des migrants illégaux qui vivent déjà de facto depuis plusieurs années dans les pays

avec des situations de vie et de famille extrêmement précaires et des situations de travail en dehors de toute norme de protection de santé, de sécurité et de salaire. Et condamner lourdement les employeurs qui recrutent une main-d'œuvre illégale. Il faudrait arrêter l'expulsion de familles qui ont tissé des liens avec leur pays de clandestinité (enfants à l'école, intégration dans des associations,...) et imposer également des procédures simples en faveur du regroupement familial.

2. A new solidarity between the generations

2.1. Better integration of young people

European objectives have been laid down for the prevention of long-term youth unemployment, combating early school leaving and raising the level of initial training. The structural funds help to attain them at grass roots level.

- How can initial training and adult training schemes be improved? What can non-formal education and voluntary activities contribute? How can the structural funds and the instruments for achieving better access to the knowledge society contribute?
- How can the bridges between school and working life and the quality of young people's employment be improved? What role should social dialogue play? What can dialogue with civil society, in particular youth organisations, contribute

Les systèmes d'enseignement publics, secondaire et supérieur, souffrent globalement d'un manque d'investissement criant : modernisation des bâtiments, accès à de nouvelles technologies, augmentation du nombre des enseignants, création de nouveaux emplois d'auxiliaires qui accompagnent la fonction d'enseignement et de recherche (documentalistes spécialisés sur Internet, "designers" des cours à diffuser sur support informatique (powerpoint,...)). L'Union européenne a une responsabilité politique essentielle pour permettre aux Etats un refinancement indispensable de leurs systèmes publics d'enseignement en ouvrant le débat sur les relations politiques entre Pouvoir public et Banque centrale européenne. Celle-ci dispose de trop d'autonomie par rapport au Conseil, à la Commission et au Parlement et conçoit la politique monétaire dans un sens trop restrictif qui ne permet pas une création monétaire aux fins d'approfondissement du mieux-être des populations via le développement de politiques de services publics et de renforcement des systèmes publics de sécurité et de protection sociales. Le développement des relations tripartites entre Etat, organisations syndicales et organisations patronales représentatives restent la meilleure garantie démocratique pour débattre de l'évolution des qualifications et définir les liens entre diplômes, qualifications et salaires. Les droits à rémunération salariale doivent être renforcés et étendus dans l'Union européenne pour empêcher la pauvreté chez les jeunes, tel que le droit d'inscription comme demandeur d'emploi dès la fin des études secondaires et supérieur garantissant le droit à une allocation de chômage. Dans le Livre blanc publié par la Commission européenne de 1994, on pouvait lire que « Dans une hypothèse favorable, ces modèles font apparaître, dans le cas d'une baisse de 1% du PIB des cotisations sociales patronales, une diminution de 2, 5 % du taux de chômage dans un délai de quatre ans ». Or, depuis lors, en 12 ans, on a assisté à une baisse générale de 4% des cotisations au sein des Quinze . Si le lien avancé dans ce livre entre augmentation d'emploi et baisse des cotisations sociales avait une quelconque réalité, il n'y aurait quasiment plus de chômage structurel au sein de l'Europe des 15 aujourd'hui, seulement un chômage frictionnel. Un débat politique doit être lancé sur ce thème et les politiques de baisse des cotisations sociales doivent être gelées. La seule conséquence visible pour l'instant de cette baisse de cotisations se marque par un définancement des systèmes publics de sécurité sociale qui aboutit à une dégradation du montant des allocations sociales diverses, dont les remboursements dans les soins de santé, qui frappent plus durement les salariés les plus fragiles (familles monoparentales, salariés peu qualifiés,...).

- How can Community policies contribute more to combating child poverty and poverty among single-parent families and to reducing the risk of poverty and exclusion among young people?
- What forms of solidarity can be fostered between young people and elderly people?

Globalement, l'ensemble des salaires ont subi en Europe occidentale depuis 30 ans des blocages de modération salariale qui fait qu'aujourd'hui le pourcentage de répartition du PIB européen (Europe des 15) vers la masse salariale (salaires direct et indirect) est largement en-dessous du niveau acquis fin des années cinquante. Une revalorisation statutaire, conventionnelle, barémique de l'ensemble des minima salariaux et d'allocations sociales est centrale pour lutter contre la pauvreté, d'autant plus pour les familles monoparentales ne disposant que d'un seul salaire.

2.2. A global approach to the "working life cycle"

In order to foster the transition to a knowledge society, EU policies promote the modernisation of work organisation, the definition of lifelong learning strategies, the quality of the working environment and “active ageing”, in particular raising the average retirement age. Demographic changes reinforce the importance of these policies, whilst raising new questions:

- How can the organisation of work be modernised, to take into account the specific needs of each age group?
- How can young couples' integration in working life be facilitated and how can we help them to find a balance between flexibility and security to bring up their children, to train and update their skills to meet the demands of the labour market? How can we enable older people to work more?

Réponse globale au point 2.3

- How can work organisation best be adapted to a new distribution between the generations, with fewer young people and more older workers?
- How can the various stakeholders in the Union contribute, in particular by way of social dialogue and civil society?

Réponse globale au point 2.3

2.3. A new place for “elderly people”

The European coordination of retirement scheme reforms is promoting more flexible bridges between work and retirement.

- Should there be a statutory retirement age, or should flexible, gradual retirement be permitted?
- How can elderly people participate in economic and social life, e.g. through a combination of wages and pensions, new forms of employment (part-time, temporary) or other forms of financial incentive?
- How can activities employing elderly people in the voluntary sector and the social economy be developed?
- What should be the response to pensioner mobility between Member States, in particular with regard to social protection and health care?
- How should we be investing in health promotion and prevention so that the people of Europe continue to benefit from longer healthy life expectancy?

Réponses globales pour 2.2 et 2.3 Une plus grande autonomie individuelle et collective des populations, dans le sens d'une marche vers un degré de maturité démocratique plus élevé des sociétés européennes, serait obtenue par la consécration des droits à rémunération du salaire et de la Sécurité sociale pour les travailleurs salariés comme droits politiques démocratiques intangibles. Le droit au salaire (en tant que revenu non lié à l'emploi permettant de vivre de façon autonome et non comme aide subsidiaire) à partir de 18 ans et jusqu'à l'âge légal de la pension publique, revalorisé régulièrement en fonction du travail de requalification de la personne, (suivant des barèmes négociés paritairement), permettrait au citoyen-travailleur d'inventer de nouveaux rapports au travail. Mais le maintien de l'âge légal de départ à la retraite est un des principaux pivots de l'organisation démocratique de nos sociétés. Il est absolument essentiel de conserver l'âge légal de départ à la retraite tel qu'il est actuellement garanti par les législations nationales. Il devrait être complété dans tous les pays de l'Union par une garantie légale permettant également le départ à la retraite, avec le droit à une allocation de pension complète, dès 35 ans de carrière, pour permettre aux personnes ayant commencé très tôt leur vie professionnelle ou aux personnes exerçant un métier pénible physiquement et/ou psychologiquement de se retirer de l'activité salariée (la pénibilité des métiers doit être fixé par une négociation avec les interlocuteurs sociaux représentatifs du monde du travail). Les minima de pension devraient être partout revalorisés, il faudrait que l'Union garantisse un droit égal à un minimum de pension publique dans tous les pays de l'Union calculé sur la base du PIB national par habitant (45 à 50%). C'est sur cette base de garantie légale de rémunération que les « seniors » pourront poursuivre une vie sociale active, s'ils le souhaitent. L'ensemble de ces points seraient mieux débattus à l'échelon de l'Union européenne, si la FERPA, la Fédération européenne des retraités et des personnes âgées, était reconnue par l'Union comme syndicat représentatif devant être consulté

officiellement par l'Union pour toute initiative européenne concernant les retraités et les personnes âgées. Les systèmes de santé publics doivent être refinancés par les Etats membres pour poursuivre l'extraordinaire progression de l'augmentation de l'espérance de vie des populations européennes due principalement aux garanties légales d'accès démocratiques à des soins de haute qualité offertes depuis 1945 par les Etats d'Europe occidentale. Les systèmes publics de remboursement des soins, via les droits de Sécurité sociale, doivent être ainsi non seulement maintenus mais aussi étendus. La mobilité de tout citoyen par rapport aux systèmes publics de soins devrait être facilitée par la création à l'échelon de l'Union européenne d'un fonds de compensation entre Etats membres (reversion par un Etat X des remboursements aux soins effectué pour ses citoyens de la part d'un autre Etat de l'Union).

2.4 Solidarity with the very elderly

The coordination of national social protection policies is due to be extended to long-term care for the elderly in 2006. How can this help to manage demographic change?

- The coordination of national social protection policies is due to be extended to long-term care for the elderly in 2006. How can this help to manage demographic change?
- In particular, should a distinction be drawn between retirement pensions and dependency allowances?
- How do we train the human resources needed and provide them with good quality jobs in a sector which is often characterised by low salaries and low qualifications?
- How do we arrive at a balanced distribution of care for the very old between families, social services and institutions? What can be done to help families? What can be done to support local care networks?
- And what can be done to reduce inequality between men and women when they reach retirement age?
- How can new technologies support older people?

Le soutien par l'Union européenne de nouveaux droits de sécurité sociale financés par les systèmes publics représenterait une avancée démocratique considérable. Ainsi l'extension à tous les pays de l'Union d'un droit de revenu de dépendance, indépendamment du droit à une pension publique, non seulement pour toute personne très âgée, mais en fait pour toute personne, quel que soit l'âge, atteinte d'une maladie chronique ou d'un état physique d'affaiblissement la rendant dépendante serait très positif et permettrait de soulager les familles. Les soins à apporter aux personnes âgées sont un des secteurs de l'activité socio-économique où les Etats, en tant qu'employeurs dans les systèmes publics de soins, devraient être incités à revaloriser tous les salaires. Des structures publiques locales devraient être ajoutées aux structures existantes pour mieux remplir le service de soins à domicile. Beaucoup de femmes qui ont dû accepter des emplois à temps partiel, notamment à l'occasion de leur maternité ou de leur prise en charge des soins pour leurs jeunes enfants ou pour des personnes âgées de leur famille se retrouvent pénaliser par une allocation de pension qui ne permet pas de mener une vie digne après le travail. Il faudrait dès lors que les périodes de soins (maternité et soins aux enfants en bas âge, soins à la famille) soient prises en compte, comme périodes assimilées à du travail, pour le calcul des droits à la pension publique de vieillesse.

3. Conclusion: what should the European Union's role be?

- Should the European Union be promoting exchanges and regular (e.g. annual) analysis of demographic change and its impact on societies and all the policies concerned?
- Should the Union's financial instruments – particularly the structural funds – take better account of these changes? If so, how?
- How could European coordination of employment and social protection policies better take on board demographic change?
- How can European social dialogue contribute to the better management of demographic change? What role can civil society and civil dialogue with young

people play?

- How can demographic change be made an integral part of all the Union's internal and external policies?

Le cadre mondial de l'ONU reste le niveau le plus approprié pour une réflexion collective sur l'évolution de l'ensemble de la population mondiale en regard avec la nécessité pour tout Etat démocratique à la fois d'assurer une garantie collective légale des droits à rémunération salariaux et de Sécurité sociale, et d'œuvrer de façon urgente et active aux menaces de dégradation climatique et environnementale de la planète. Les débats démocratiques, c'est-à-dire contradictoires, sont insuffisants à l'échelon de l'Union européenne sur ces thèmes et s'il y a urgence ce serait celle de les permettre et de les organiser. A l'avenir, l'Union européenne augmenterait sa crédibilité en tant qu'Autorité publique démocratique en publiant des livres verts dans lesquelles la réflexion serait basée sur des propositions scientifiques contradictoires. En matière démographique, la posture scientifique par exemple est de toujours « modérer » les projections à long terme par l'exposé de trois scénarios reposant sur des hypothèses de prédiction haute, moyenne et basse. L'évolution démographique, d'autant plus lorsque les projections prétendent donner une image du futur à 30 ans et plus, reste très largement imprévisible : cette incertitude scientifique n'est jamais présente dans aucun des textes publics diffusés. Face à cette « imprévisibilité démographique », il devient irraisonnable de contraindre les populations à des changements globaux d'anticipation dans leur manière de vivre, d'autant plus si ces réformes dégradent des droits sociaux collectifs institués. Ainsi l'Union européenne, par son argumentaire sur le « vieillissement démographique » en Europe (allongement de l'espérance de vie couplée avec un taux de fécondité relativement bas) se construit une « preuve » de la nécessité de changement profond dans l'organisation des rapports de travail (prolongation de la vie active) et diffuse l'idée d'une situation déjà engagée de pénurie de ressources collectives (trop peu d'actifs dès 2010 pour financer poursuivre le financement des droits à rémunération des systèmes publics de Sécurité sociale). Ce raisonnement ne vaut que si l'on subodore que les gains de productivité, que le taux de chômage et que le taux actuel de rémunération de la rente capitalistique demeureront quasi inchangés alors qu'il n'y aurait plus de progression de la croissance économique. Une grande partie de ces facteurs reposent à la fois sur des choix collectifs de politique économique à réaliser après débat démocratique dans les parlements et dans les institutions de concertation et consultation sociales et par ailleurs, pour ce qui concerne les gains de productivité, s'inscrit dans une dynamique historique longue due à la fois à l'amélioration constante des connaissances techniques et à leur maîtrise par des êtres humains de mieux en mieux formés et instruits. L'Union européenne devrait ainsi financer ou encourager les Etats à renforcer le financement d'une recherche fondamentale libre, indépendante et pluraliste dans les sciences sociales afin de fournir un soubassement scientifiquement et démocratiquement en débat comme assise à ses politiques sociales.

The Questionnaire

How did you perceive this questionnaire? Expectations not met

Why?

Too long